



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 3015
15 mai 2026
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Iran, Liban...

L'impérialisme menace les peuples



ABBAS FAKIH/AFP



LO

La Fête de Lutte ouvrière Les 23, 24 et 25 mai

Pages 7 à 10

Leur société

- Prix de l'alimentation : faire passer les grands groupes à la caisse ! 3
- Golfe : le porte-avions se hâte lentement 3
- L'impôt saigne le malheureux 3
- TotalEnergies : le plein de profits 4
- Le chantage de Pouyanné 4
- RSA : des milliards que les allocataires ne touchent pas 4
- France-Algérie : retaillage diplomatique 5
- Les massacres de Sétif 5
- RN : on connaît la chanson 5
- Vierzon : l'esclavage selon le maire 5
- Écoles de Paris : agents du périscolaire en colère 6
- Bibliothèques parisiennes : non aux économies 6
- Éducation : provocations ministérielles 6
- Festival de Cannes : du kaki dans le caviar 6

Dans le monde

- Liban : pendant le cessez-le-feu, la guerre continue 11
- France-Afrique : en avant pour le pillage 11
- Russie : un « conflit qui se dirige vers sa fin » ? 12
- Ukraine : le nerf de la guerre... à la population 12
- Japon : « personne ne doit être envoyé à la guerre » 16
- Cuba : un peuple étranglé par les États-Unis 16
- Brésil : une condamnation inadmissible 16

Dans les entreprises

- Cliniques Esan - Perpignan 13
- ONET - Toulouse-Blagnac 13
- Stellantis-Leapmotor 13
- Airbus - Toulouse 14
- Hôpital Saint-Antoine Paris 14
- Durisotti - Sallaumines 14
- Laboratoires : salariés en grève 15
- Biogroup - Le Mans 15



La fête de Lutte ouvrière à Presles 7 à 10

Iran, Liban... l'impérialisme menace tous les peuples

La guerre que Trump a déclenchée en Iran est en train de devenir son chemin de croix. Cela fait maintenant des semaines qu'il cherche une porte de sortie sans la trouver. Car il ne suffit pas de crier « j'ai gagné, j'ai gagné » pour transformer un revers en victoire.

Le mégalo de la Maison Blanche ne peut pas sonner la fin des hostilités sans présenter un trophée, ne serait-ce que symbolique, à la population américaine. Il n'en a pas.

Malgré la puissance de feu conjuguée des États-Unis et d'Israël, le régime iranien a tenu. Avec le détroit d'Ormuz, il s'est même trouvé un nouveau moyen de pression redoutable.

Alors, pour l'instant, le régime iranien ne lâche rien, ni sur le détroit d'Ormuz ni sur le nucléaire. Il demande même que les États-Unis payent pour les destructions faites et il exige la fin de la guerre au Liban. Toutes choses bien légitimes.

En attendant, les hostilités se poursuivent

Le cessez-le-feu va désormais de pair avec une bataille navale dans le détroit d'Ormuz. Et chaque jour qui passe, l'engrenage guerrier menace et peut nous faire basculer dans un embrasement encore plus grand.

Cela n'aurait rien pour déplaire à Netanyahu. Car, de son côté, Israël s'emploie à attiser la guerre. Au Liban, à Gaza et en Cisjordanie, l'armée israélienne fait quotidiennement des dizaines de morts. Elle est en train de détruire et de raser des dizaines de villages au sud du Liban.

Netanyahu voudrait aussi reprendre les bombardements sur l'Iran. Il aurait, dit-il, un plan pour détruire toutes les installations énergétiques iraniennes en seulement 24 heures. Punir tout un peuple à cause de la politique de ses dirigeants en faisant des dizaines de milliers de morts, Netanyahu sait faire !

Macron dans le camp des États-Unis

Contrairement à ce que raconte le gouvernement, la France ne contribue pas à la désescalade. Macron a d'abord refusé de condamner l'agression de l'impérialisme américain. Et l'armée française intervient militairement pour détruire des drones iraniens, ce qui la place, de facto, dans le camp des États-Unis. Et maintenant, comble de l'hypocrisie, Macron envoie le

porte-avions *Charles-de-Gaulle* vers le détroit d'Ormuz, le principal théâtre de guerre tout en se prétendant « non cobelligérant » !

La politique guerrière de l'impérialisme et la complicité active des puissances de seconde zone, comme la France, sont révoltantes. Révoltantes pour les crimes et les souffrances infligés aux Palestiniens, aux Libanais et aux Iraniens. Révoltantes, aussi, parce que cette politique plonge la planète entière dans une crise gravissime.

Plus la guerre dure, plus le chaos s'amplifie

La flambée des prix du pétrole est en train de se répandre dans l'économie mondiale. Le manque d'engrais va provoquer des pénuries agricoles et des famines. Des milliers d'avions sont déjà cloués au sol à cause du prix du kérosène. C'est la catastrophe pour les transports, les industries gourmandes en énergie... Cette nouvelle vague d'inflation et d'instabilité engendre déjà des conséquences dramatiques pour les classes populaires et les travailleurs de tous les pays.

Même si l'on ne voit pas encore naître de protestations déterminées et massives contre les chefs de l'impérialisme, c'est de ce côté-là qu'il faut placer ses espoirs.



Bombardement israélien à Natieh au Sud-Liban le 7 mai.

Trump n'a pas les mains complètement libres car il craint les réactions dans son propre pays. La population américaine est, en effet, majoritairement hostile à cette guerre, et pas seulement parce qu'elle en subit les conséquences avec l'inflation et son coût exorbitant. Mais parce que beaucoup d'Américains ont été choqués par la brutalité de Trump et ses déclarations promettant d'anéantir l'Iran.

Des sondages ont relevé que l'impopularité de cette guerre est aussi grande que

le fut celle de la guerre du Vietnam. Celle-ci avait suscité un mouvement de masse, dans la jeunesse notamment. Et elle avait contribué à précipiter le retrait des États-Unis et la fin de cette horrible boucherie. Eh bien, c'est dans ce sens qu'il faut agir !

Le principal talon d'Achille des puissances impérialistes, c'est d'avoir besoin sinon du soutien de leur peuple, du moins de sa neutralité et de sa passivité. Elles ne doivent pas l'avoir, et il faut le faire savoir. Militaires français hors du Moyen-Orient et d'Afrique ! Non aux guerres impérialistes !

Nathalie Arthaud

Prix de l'alimentation : faire passer les grands groupes à la caisse !

Le gouvernement a réuni, lundi 11 mai, des dirigeants des filières agricole, agro-alimentaire et de la distribution. Alors que les négociations commerciales entre ces filières se sont clôturées fin février, plusieurs grands groupes agro-industriels réclament de pouvoir augmenter leurs prix.

Face à la crise provoquée par l'envolée des prix du pétrole et des productions qui en découlent, le gouvernement est à l'écoute de toutes les difficultés, surtout quand elles viennent du monde patronal. C'est sans doute pour cela qu'il a convoqué cette réunion, alors que le président de l'Ania, l'Association nationale des industries

alimentaires, se lamente sur les difficultés des entreprises de son secteur « dont les marges sont déjà réduites au plus bas » et d'être « la dernière roue du carrosse ».

On retrouve au conseil d'administration de l'Ania la directrice générale de Mars Wrigley, premier producteur mondial de confiseries, le directeur de Danone France,

celui de Lactalis... mais c'est bien entendu au nom du petit charcutier étranglé par la hausse des prix du plastique d'emballage que tout ce beau monde réclame le droit d'augmenter les prix, sous peine de provoquer sa faillite. Jean-François Loiseau, le président de l'Ania, l'assure : les hausses seraient « très ponctuelles », et d'ajouter : « D'ailleurs, quand le prix du pétrole augmente ou baisse, il y a des hausses et des baisses à la pompe mais personne ne s'en soucie, personne n'en parle. Je demande la même chose ». En somme pour ce monsieur, puisque



« personne ne se soucie » des prix à la pompe, personne ne sera non plus trop regardant sur le prix de son chariot de courses à la caisse !

Comme d'habitude lors de ces discussions, du côté des patrons de la grande distribution, on freine des quatre fers sur la réouverture éventuelle de négociations. La représentante de la Fédération du commerce et de la distribution défend les intérêts des patrons d'Auchan, Carrefour et autres Leclerc, en faisant mine de se battre pour « le pouvoir d'achat des consommateurs, qui regardent particulièrement les prix ».

Quoi qu'il en soit des tractations entre ces requins pour savoir qui accapara la plus grosse part

des profits et des aides que le gouvernement mettra sur la table, l'addition pour les classes populaires grimpera. Car les plus gros du secteur n'ont pas attendu que le gouvernement les y autorise pour augmenter à nouveau leurs prix. Ainsi la marque Président, propriété de Lactalis, a déjà repercuté les augmentations liées, dit-elle, à la guerre au Moyen-Orient.

Depuis des années, les salaires et les pensions sont à la traîne tandis que toutes les dépenses de la vie quotidienne augmentent, en même temps qu'augmentent les profits des grands groupes. C'est eux qu'il faut faire passer à la caisse !

Nadia Cantale

Golfe : le porte-avions se hâte lentement

En collaboration avec le Royaume-Uni, la France envoie le porte-avions *Charles-de-Gaulle* vers le Golfe, avec sa vingtaine de Rafale et son escorte de frégates, sans qu'on sache vraiment ce qu'il y ferait.



Le *Charles-de-Gaulle* en Méditerranée.

Après avoir quitté la mer Baltique début mars et stationné deux mois en Méditerranée orientale, le porte-avions français a franchi le canal de Suez le 6 mai et s'est dirigé vers la région du Golfe. Le but serait de le « prépositionner » en cas de déclenchement d'une mission pour rétablir la navigation dans le détroit d'Ormuz, d'après le ministère des Armées. Cette décision est dans la continuité de la politique du gouvernement français depuis le déclenchement de la guerre contre l'Iran : rester à distance des belligérants tout en étant présent.

Pour cette raison, le porte-avions français se hâte lentement pour arriver près du détroit d'Ormuz.

De toute façon, que pèse-t-il, même rejoint par un bâtiment britannique ? Pas grand-chose. Quoi qu'en dise Trump, l'administration américaine n'attend rien de l'impérialisme français pas plus que d'aucune autre puissance européenne d'ailleurs.

Le régime iranien menace de prendre pour cible le *Charles-de-Gaulle* s'il franchissait le détroit d'Ormuz, ce qui se comprend car ce serait de fait un acte de guerre : si l'armada française devait utiliser ses armes, ce serait contre l'Iran, comme les Rafale le font pour protéger le ciel des monarchies du Golfe. Alors, quand Macron continue de prétendre que la France n'est pas engagée

dans la guerre contre l'Iran, le mensonge est destiné à l'opinion française. En fait, à pas comptés et à la mesure de ses moyens militaires, le petit impérialisme français ne veut pas s'effacer. Ne pas disparaître, cela passe par la tournée que le ministre des Affaires étrangères français, Jean-Noël Barrot, a faite début mai dans les monarchies du Golfe, et cela passe aussi par la progression, pour l'instant très symbolique, du *Charles-de-Gaulle* vers le foyer de l'incendie.

L'agitation diplomatique et militaire orchestrée par le gouvernement français a peu de poids pour rétablir la liberté du commerce et la sécurité dans le détroit d'Ormuz. L'enjeu est que dans le chaos ouvert dans le Golfe persique et au Moyen-Orient, les intérêts des capitalistes français soient représentés et défendus, et pas seulement ceux de CMA CGM et TotalEnergies, pour le présent et dans l'avenir. Pour l'instant, cela se manifeste par des gesticulations, des démonstrations toutes symboliques d'une prétendue puissance militaire, mais demain, cela peut le conduire à se joindre à la guerre dans le sillage des États-Unis.

Boris Savin

L'impôt saigne le malheureux

Selon le ministère des Finances, 900 000 foyers supplémentaires, qu'il s'agisse de personnes seules ou de couples, ont dû s'acquitter d'un impôt sur le revenu en 2025.

Au total, près de vingt millions de foyers sont imposables cette année, soit 45 % de la population, la proportion la plus élevée depuis dix ans. Pour expliquer cette évolution, des commentateurs évoquent des augmentations de salaires qui auraient été « très généreuses » les années précédentes. Elles n'ont pourtant pas permis à la majorité des travailleurs de préserver leur pouvoir d'achat.

À l'autre pôle de la société, selon un chiffre officiel, 18 525 foyers disposant d'un patrimoine immobilier d'au moins 1,3 million d'euros n'ont payé aucun impôt sur le

revenu en 2024. Il faut y ajouter ceux dont la fortune se compose essentiellement d'actions, ces titres de propriété sur les entreprises que nombre de bourgeois préfèrent posséder par l'intermédiaire de sociétés holding, sorte de coffre-fort à l'abri du fisc.

Les travailleurs produisent toutes les richesses, et seule une petite partie leur est reversée sous forme de salaires. Et ils voient leurs revenus encore amputés par des impôts directs et indirects qui bénéficient essentiellement aux capitalistes. C'est la double peine ! Les travailleurs ont besoin de leurs salaires pour vivre, et ceux-ci doivent augmenter alors que les prix des carburants s'envolent. Aux capitalistes et aux classes riches de payer tous les impôts !

Jean Sanday

TotalEnergies : le plein de profits

Alors que TotalEnergies maintient sa politique de plafonnement des prix des carburants dans son réseau de stations-service, les autres distributeurs dénoncent ce qu'ils considèrent comme une concurrence déloyale.

Des exploitants indépendants expliquent ainsi que Total, en tant que raffineur, leur vend le carburant 2,10 euros le litre, alors que les stations TotalEnergies ont affiché 2,09 à la pompe pendant les ponts du mois de mai. Et Michel-Édouard Lescure, comme d'autres représentants patronaux de la grande distribution, est venu pleurer dans les médias pour réclamer « des ristournes » à TotalEnergies.

Alors qu'aucune baisse de prix ne se profile, deux semaines après l'annonce de ses 5,8 milliards de profits au premier trimestre

2026, TotalEnergies joue sur plusieurs tableaux. Il s'agit pour le géant pétrolier d'un jeu politique vis-à-vis du gouvernement français, et aussi de faire passer la pilule de ses profits record en se posant en défenseur du pouvoir d'achat. Mais pour le groupe, qui dispose de 3 300 stations dans son réseau de distribution de carburant en France, c'est aussi une occasion d'augmenter sa part de marché. D'après Francis Pousse, de Mobilians, l'organisation patronale du secteur, la fréquentation des stations Total aurait ainsi augmenté de 20 à 40 %, tandis que celle des autres réseaux ou

indépendants reculait dans les mêmes proportions.

Depuis mars, le ministre de l'Économie Lescure accusait les distributeurs, notamment la grande distribution, de gonfler leurs marges. Mais le rapport publié le 6 mai par son ministère conclut finalement que les marges brutes de distribution sont restées globalement stables malgré la guerre au Moyen-Orient. Et en effet les groupes de la grande distribution ou les indépendants achètent les carburants via leurs centrales d'achat ou filiales d'approvisionnement, auprès de raffineurs ou de négociants à des prix mondiaux dépendants des cours du pétrole. Les simples distributeurs sont donc eux aussi dépendants de Total et des autres grands groupes pétroliers



et des prix qu'ils imposent.

Dans cette guerre économique, les plus puissants peuvent absorber les chocs, notamment en imposant leurs prix et gagner des parts de marché sur la ruine des autres. Les différents groupes peuvent en tout cas, à des degrés divers, répercuter la hausse

des cours sur les consommateurs. En revanche, ceux-ci, et les travailleurs salariés en particulier, n'ont pas cette possibilité... sinon celle d'imposer à leur employeur une augmentation correspondante des salaires et leur indexation sur la hausse des prix.

Lucas Pizet

Le chantage de Pouyanné

Les ministres sont bien obligés de s'agiter pour donner l'impression qu'ils font quelque chose face à l'envolée des prix des carburants.

Le Premier ministre Lecornu a ainsi évoqué une possible « redistribution » des profits exceptionnels de TotalEnergies, et le ministre de l'Économie Lescure a évoqué une enquête sur les marges des raffineries. La réponse du groupe pétrolier ne s'est pas fait attendre.

Le 5 mai, dans une interview dans *Sud Ouest*, Patrick Pouyanné, PDG du groupe pétrolier, a déclaré que TotalEnergies ne pourrait pas maintenir son plafonnement des carburants en cas de taxe sur ses profits exceptionnels.

Le jour même, à l'Assemblée nationale, Lecornu se faisait beaucoup plus protecteur, s'emportant contre le « Total bashing », rappelant que Total « paye déjà [...] 2 milliards d'euros de prélèvements obligatoires » et affirmant : « Doit-on demander à Total d'en faire plus ? Oui. Faut-il lui taper dessus [...] ? Non. »

Lecornu peut faire mine de faire la leçon aux grands groupes, dès que ceux-ci haussent le ton, il se remet tout seul à sa place, celle de serviteur des intérêts patronaux.

L. P.

RSA : des milliards que les allocataires ne touchent pas

Une nouvelle étude de la Drees, un service statistique ministériel, confirme l'ampleur du non-recours au RSA : en 2021, entre 33 et 37 % des foyers éligibles ne le percevaient pas. Pour 80 % d'entre eux, cela représente un manque à gagner supérieur à 200 euros par mois.

Le rapport explique cette situation par le manque de connaissance des droits, la complexité des démarches, aggravée par la dématérialisation, ainsi que par les « représentations sociales négatives associées au bénéfice de l'aide sociale ». En clair, les discours stigmatisant les allocataires contribueraient à maintenir les plus pauvres dans la misère en les décourageant de réclamer de faire valoir leurs droits. La dénonciation de la « fraude sociale » est en effet un refrain d'une partie de la classe politique, de Bardella pour qui elle « représente des dizaines de milliards d'euros », à Retailleau qui la qualifie de « cancer qui mine notre système de protection sociale », en passant par Lecornu selon qui elle constitue une « atteinte directe au pacte républicain ».

À ces campagnes de dénigrement s'ajoutent des contrôles et des sanctions toujours plus sévères, qui dissuadent nombre de

travailleurs de faire les démarches de peur de commettre une erreur et d'être pénalisés. Car les allocataires du RSA ne sont pas des « profiteurs » : ce sont souvent des travailleurs licenciés et qui ne retrouvent pas d'emploi, des personnes que le patronat écarte car un handicap les rend moins rentables, ou encore des mères isolées que les bas salaires et les horaires de travail incompatibles avec ceux des crèches et des écoles empêchent d'accéder à un emploi. À tous ceux que les critères de rentabilité patronale rejettent, l'État accorde à peine de quoi survivre, sans même s'assurer s'ils perçoivent effectivement cette allocation.

Ainsi, 2,5 milliards d'euros par an ne sont pas versés. Les patrons, eux, ne sont jamais gênés de solliciter les dispositifs qui leur permettent de

réduire leurs impôts ou de toucher des subventions publiques, et bénéficient même de conseils pour cela. L'ensemble de ces aides coûte même à l'État plus de 200 milliards d'euros par an. Mais cela n'émeut guère les responsables politiques, qui préfèrent présenter les allocataires du RSA comme des assistés afin d'opposer les travailleurs entre eux, tout en laissant les capitalistes continuer à puiser largement dans les caisses de l'État.

Claire Dunois



France-Algérie : **retailage diplomatique**

La ministre déléguée des Armées et des anciens combattants du gouvernement Macron, Alice Rufo, a fait le déplacement à Sétif, dans le nord-est de l'Algérie, pour participer aux commémorations officielles des massacres du 8 mai 1945.

Après dix-huit mois de tensions diplomatiques, toute symbolique qu'elle est, la visite scellerait le dégel des relations entre Paris et Alger. Alice Rufo est restée mesurée dans ses déclarations devant les officiels algériens : « *La vérité, c'est que le 8 mai 1945, alors que la France célébrait la victoire contre la barbarie, en même temps, il y avait des événements tragiques qui se passaient à Sétif, Guelma et Kherrata.* » Parler « d'événements » à propos de l'Algérie est digne d'une ministre d'une République française qui, de 1954 à 1962, parlait des « événements d'Algérie » pour ne pas utiliser le terme

de guerre. Les massacres de mai 1945 en avaient été le prologue sanglant.

Ce déplacement de la ministre, ainsi que le retour de l'ambassadeur de France en Algérie – qui s'accompagne de celui de son homologue algérien à Paris – marquent la volonté du gouvernement français de mettre fin aux tensions de ces derniers mois entre la France et l'Algérie. Celles-ci avaient été provoquées, à l'origine, par le fait que, renonçant à sa neutralité sur la question du Sahara, la diplomatie française avait appuyé la politique d'annexion du Maroc, alors que l'Algérie, elle, soutient les

indépendantistes sahraouis du Front Polisario.

Mais la surenchère de la droite et de l'extrême droite avait encore envenimé la situation. Retailleau, devenu ministre de l'Intérieur, n'avait cessé de mettre de l'huile sur le feu, menaçant notamment de dénoncer les accords avec l'Algérie, afin de chasser des voix sur le terrain du RN avec la présidentielle de 2027 en ligne de mire.

Le gouvernement de Lecornu tente, lui, de rétablir des relations plus apaisées avec le pouvoir algérien, susceptible de jouer un rôle stabilisateur dans le Sahel. Et bien des capitalistes français ont des raisons de vouloir ce rapprochement, du fait de leurs investissements en Algérie et des contrats commerciaux qu'ils souhaitent préserver.

Les massacres de Sétif

Le 8 mai 1945, la manifestation organisée par l'administration française à Sétif pour fêter la reddition de l'Allemagne s'accompagna de slogans pour l'indépendance de l'Algérie.

Un enfant brandit un drapeau algérien arraché par la police, qui avait pour ordre d'étouffer toute expression du sentiment national algérien. Des affrontements s'ensuivirent et des Européens furent tués. La réplique de l'armée française, suppléée par des milices de colons, fut sans merci à Sétif, mais aussi à Guelma et Kherrata. Le bombardement de villages,

les rafles et les exécutions sommaires durèrent jusqu'en juin en faisant des milliers de morts, peut-être jusqu'à 30 000.

Ce n'était pas des « événements », mais une saignée dans la tradition des massacres coloniaux perpétrés par la France, comme ceux qui allaient ensanglanter dans les mêmes années l'Indochine et Madagascar. « *Je vous ai donné la paix*

pour dix ans », déclarait à l'époque, le général Duval, grand ordonnateur des massacres.

Les massacres de mai 1945 se menaient sous le gouvernement de De Gaulle installé à la fin de la guerre. Il comprenait des ministres du Parti socialiste et du Parti communiste français. Tous ont couvert de leur silence et de leurs mensonges – *L'Humanité* parlait de soulèvements fascistes – les semaines sanglantes de mai 1945 en Algérie.

B. S.



CAPTUREFRANCE TV

Alors tout cela vaut bien qu'une ministre participe à une cérémonie, sans même avoir à reconnaître réellement ce qu'ont été les massacres de Sétif et leur ampleur. « *Il faut être maboul pour se fâcher*

avec l'Algérie », avait déclaré Macron le 27 avril, en désignant Retailleau, dont la démagogie finissait par nuire aux intérêts de l'impérialisme français dans cette région du Maghreb.

Boris Savin

RN : on connaît la chanson

Le maire RN de Carpentras a soulevé un tollé.

Le 8 mai, lors des cérémonies commémoratives, la sonorisation de la ville a diffusé *Maréchal, nous voilà*, l'hymne à la gloire du maréchal Pétain, imposé aux enfants des écoles et dans toutes les manifestations officielles sous le régime de Vichy.

L'édile de Carpentras a bien sûr plaidé l'erreur, voire le complot politique pour le salir. Marine Le Pen est venue à sa rescousse, elle qui tente depuis 20 ans de faire oublier que son parti a été fondé par des nostalgiques du pétainisme,

que sa famille était l'heureuse propriétaire d'une maison de disques éditant des chants nazis, que tout son entourage connaît et pratique cette musique qui marche au pas et l'idéologie correspondante. L'occasion est trop belle, pour une partie de la droite, d'affirmer sa différence avec le RN. Les Édouard Philippe et consorts n'ayant rien à reprocher à Bardella-Le Pen sur la xénophobie, la haine anti-ouvrière et les courbettes devant le grand patronat, il leur reste ce genre d'indignation commode.

P. G.

Vierzon : l'esclavage selon le maire

Le nouveau maire d'extrême droite de Vierzon a annulé la commémoration de la Journée de l'abolition de l'esclavage le 10 mai, au motif que l'esclavage est « un fait historique qui n'a aucun lien avec le présent ».

À Vierzon, ville d'ancienne tradition communiste, beaucoup ne pensent absolument pas ainsi et ressentent le geste du maire comme une véritable insulte.

La mairie ose parler d'une économie à faire car elle est endettée de plusieurs dizaines de millions d'euros. Mais la cérémonie ne coûtait que 1 500 euros et consistait

essentiellement en dépôt d'une gerbe de fleurs.

L'extrême droite racole des électeurs tous azimuts. Que des nostalgiques du temps des colonies et de l'esclavage votent pour elle, cela n'a rien d'étonnant. Le geste du maire de Vierzon, même symbolique, montre que l'extrême droite n'hésite pas à se servir des positions acquises pour cibler des boucs émissaires, humilier

les uns en flattant les autres avec des idées abjectes.

Quant à dire que l'esclavage n'aurait aucun lien avec le présent, c'est vouloir faire oublier que la classe capitaliste de France et d'Europe occidentale a amassé une fortune via la traite des esclaves. Avec ces capitaux, elle a créé des usines où un autre type d'esclavage a eu cours et a toujours cours, l'esclavage salarié, celui des temps modernes. Le rappeler, même un seul jour, a donc de quoi donner des boutons au maire de Vierzon.

Pierre Royan



MEISTERDRUCKE

Tableau de François Auguste Biard : la proclamation de l'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises, le 23 avril 1848.

Écoles de Paris : agents du périscolaire en colère

Les travailleurs du périscolaire des écoles parisiennes sont appelés à la grève du 11 au 22 mai à l'appel de sept organisations syndicales.

À la dégradation des conditions de travail, au manque d'effectif, s'ajoute la suspension désormais automatique par la Mairie de Paris des agents du périscolaire, dès la moindre plainte ou un signalement contre l'un d'entre eux.

Accusée de laxisme, à la suite de plusieurs plaintes à propos de violences à caractère sexuel contre des enfants, la Mairie de Paris a mis en place un prétendu « principe de précaution » qui consiste à suspendre les agents au moindre motif.

Un simple mail d'un parent mécontent suffit. Depuis le début de l'année 2026, plus de cent d'entre eux ont ainsi été suspendus. Un responsable syndical, explique « être contacté quasi quotidiennement par des agents ». Souvent, ils sont démis sans même en connaître le motif. « Certains ont vingt ans de périscolaire, et d'un coup, c'est fini, sur la base d'un simple

coup de fil. Énormément d'agents viennent la boule au ventre au travail, ils savent que du jour au lendemain ça peut s'arrêter. » Un directeur d'accueil explique que les animateurs sont en « plein craquage », ne sachant plus s'ils peuvent prendre un enfant par le bras en cas de dispute avec un autre ou changer un enfant qui s'est fait pipi dessus, de crainte d'être suspendus.

Les deux tiers des travailleurs du périscolaire étant vacataires, ils n'ont droit à aucune enquête interne ni procédure et l'arbitraire est total. En réalité, c'est le manque d'effectif et de moyens qui est à l'origine

de la plupart des dysfonctionnements. Il manque parfois jusqu'à cinq agents du périscolaire par école. Et ce sous-effectif est évidemment aggravé par les suspensions en rafale qui dissuadent aussi nombre de candidats à l'embauche. Les grévistes réclament la création de centaines de postes, l'embauche de tous les vacataires et la fin des suspensions systématiques, hormis en cas de violences sexuelles avérées.

Une manifestation est appelée mardi 19 mai entre la direction des affaires scolaires (Dasco) à Bastille et l'Hôtel de Ville de Paris.

Christian Bernac



Agents du périscolaire devant la mairie de Paris, le 14 avril.

Bibliothèques parisiennes : non aux économies

Les 7 et 9 mai les quelque 1 300 agents des 68 bibliothèques parisiennes étaient appelés à la grève contre les sous-effectifs qui se généralisent et qui affectent la qualité de l'accueil et les conditions de travail.

Les départs à la retraite ne sont en effet pas remplacés, et il n'y a pas de recrutement, aucun concours n'étant prévu pour les deux années à venir. Face à l'augmentation de la fréquentation, la ville de Paris propose d'allonger les horaires d'ouverture, mais sans envisager de recruter pour assurer ces services supplémentaires. Tout reposerait donc

uniquement sur le personnel en place.

De nombreuses missions telles que l'accueil des scolaires et la mise en place de diverses actions culturelles sont de ce fait supprimées. Le budget est restreint pour l'achat d'ouvrages.

Comme tous les services publics, les bibliothèques sont également confrontées aux difficultés de l'accueil

de personnes sans domicile que la société laisse de côté et qui essaient de trouver refuge quelque part. Les grévistes demandent le recrutement de médiateurs, soulignant que des rondes de policiers municipaux ne règlent rien.

Pour maintenir un service gratuit et ouvert à tous, il faudrait en conséquence que le budget nécessaire soit débloqué. La diffusion de la culture devrait être une priorité, tout comme l'éducation de la jeunesse et la santé.

Aline Retesse

Éducation : provocations ministérielles

« Les élèves qui rendent des copies mal rédigées ne peuvent pas avoir le bac ». C'est ce qu'a déclaré le 7 mai dans une interview au Figaro le ministre de l'Éducation nationale Édouard Geffray, désireux de trouver un écho dans les médias.

Le ministre n'hésite pas à distiller quelques conseils pour remédier à la situation, de l'école primaire au lycée... Il suggère aux enseignants d'éviter les textes « à trous » car « un élève qui remplit un texte à trous ne formule pas une phrase complète » ; il faut faire recopier une partie de la leçon, pratiquer une « écriture d'invention [...] de quelques lignes au cours élémentaire jusqu'à plusieurs pages au lycée », soigner l'orthographe et l'expression, y compris dans les devoirs de matières scientifiques, sans croire que les correcteurs orthographiques et grammaticaux peuvent remplacer la maîtrise du français.

On pourrait suggérer à un ministre d'éviter d'enfoncer des portes ouvertes, sauf à vouloir horripiler les enseignants qui font face à des classes trop chargées, les parents et les élèves qui protestent contre le manque de remplaçants, difficiles à trouver dans certaines disciplines, le français entre autres, ou dans certaines zones – l'éducation prioritaire par exemple – avec souvent des conséquences visibles.

En janvier, le ministère annonçait la suppression de 1 895 postes dans le primaire et plus de 1 300 dans le secondaire pour la rentrée 2026. Geffray aurait peut-être dû se taire...

Sylvie Maréchal

Festival de Cannes : du kaki dans le caviar

On ne le croira pas, mais le ministère des Armées et des Anciens combattants livre combat sur le front... culturel en soutenant trois films au festival de Cannes.

Les œuvres en question doivent, selon la Mission cinéma et industries créatives (MCIC) du ministère, contribuer à « renforcer les liens entre la Nation et ses armées,

faire connaître ses actions et promouvoir l'histoire du pays ». Il s'agit du récit de l'arrestation, de la torture et de la mort de Jean Moulin, d'un deuxième film sobrement intitulé « La bataille de Gaulle : l'âge de fer », et d'un troisième relatant le combat d'un fonctionnaire et d'un curé pour sauver des Juifs de la déportation, en 1942.

Pour ce dernier film, l'armée est fière d'avoir fourni le décor, sous forme d'un camp militaire d'époque. Elle ne précise toutefois pas si c'est un de ceux où elle enfermait les étrangers, les réfractaires, les Juifs, les communistes et, éventuellement, les livrait aux nazis.

Il n'est évidemment pas nouveau que l'armée

collabore à certains tournages, les cinéastes y ont recours ne serait-ce que pour des raisons matérielles et techniques, et qu'elle en profite pour imposer son point de vue. Mais, depuis dix ans et la création du MCIC, son travail d'influence est rationalisé et centralisé dans un but manifeste de propagande,

du même ordre que celui mené dans les établissements scolaires et en direction des conseils municipaux. Le tapis rouge du festival de Cannes est peut-être plus glamour et surtout plus subtil qu'autrefois le sergent recruteur payant à boire aux fils de paysans, le principe est le même.

Paul Galois



Samedi 23, dimanche 24 et lundi 25 mai à Presles



Meetings sur le Grand Podium

Samedi à 17 heures,
Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier
Dimanche et lundi à 15 heures,
Nathalie Arthaud

Cité des Arts

L'art sous toutes ses formes de façon abordable et ludique.

Miniconférences : mosaïque, sculpture, peinture, planche de BD collective, procédé de photo historique, techniques cinématographiques.

Spectacles : Sensation à l'opéra, avec la cantatrice **Marlène Assayag**, La grande - et la petite - histoire du clown, avec la comédienne **Nouch Papazian**.
Concert-conférence : préludes et fugues de Chostakovitch pour piano.

Slam : Scène de Slam : vous aimez la poésie ? Venez en écouter ou en dire.

Danse : Apprenez la chorégraphie « rêverie » avec la Cie Dancers in the Park ; le Dabkeh, une danse du Moyen-Orient.

Village médiéval

Des animations : mise en armure, escrime, jeux médiévaux, jongleries et acrobaties, danses médiévales.

Des ateliers et échoppes animés par des spécialistes du Moyen-Âge.

Des spectacles... Le Procès du cochon au Moyen-Âge, où l'on jugeait des animaux. Un spectacle pyrotechnique et un bal

folk. **Periptero** (musique grecque) et la **Troupe de l'églantine** (théâtre).

Des conférences animées par : **William Blanc** sur le Roi Arthur, les Croisades, Robin des Bois, ou encore Charles Martel, **François Gentili** sur le château médiéval de Viarmes, et **Julie Pilorget** sur les femmes face à la justice médiévale.



Pour venir :

- **En train :** la gare de Presles-Courcelles (ligne H) est à 900 m de la fête. Des minibus font la navette entre la gare et l'entrée de la Fête (priorité aux personnes à mobilité réduite).
 - **En voiture :** le parking dédié est limité, privilégier le covoiturage.
 - **En vélo :** parking dédié.
- Des voyages collectifs sont organisés à partir de nombreuses villes dans les régions. Renseignements auprès de nos camarades locaux.**

En pratique

La Fête est ouverte samedi 23 mai de 11 heures à 23 heures, puis sans interruption de dimanche 24 mai à 9 heures à lundi 25 mai à 20 heures.

La carte d'entrée est à 25 euros pour les trois jours. La carte est éligible au Pass culture et l'entrée est gratuite pour les enfants

accompagnés de moins de 14 ans.

Les cartes d'entrée peuvent être achetées sur notre site ou auprès des militants, ainsi que les bons qui permettent une réduction de 20 % sur les dépenses à la Fête (payés à l'avance 4 euros, ils valent 5 euros sur place).



Renseignements, billetterie, programme : <https://fete.lutte-ouvriere.org>

Les spectacles

Au Grand Podium

Samedi 23 mai :

- 15h45 - **Matthieu Boré** trio (rhythm and blues from New Orleans)
- 18h00 - **Féloche** en solo (chansons)
- 20h45 - **Que Tengo** (musiques afro-latines et urbaines)

Dimanche 24 mai

- 12h00 - **Frent** (rock)
- 14h10 - **Marcia** (chanteuse autrice-compositrice)
- 16h30 - **Sidi Wacho** (cumbia et hip-hop à la sauce orientale)
- 18h30 - **Le Mange Bal** (bal électro-folk)
- 21h00 - **Zarhza** (chanson urbaine aux accents balkaniques et latinos)

Lundi 25 mai

- 13h30 - **À contre-courant**, par la Compagnie Jolie Môme (chansons de lutte)
- 17h15 - **The Moonlight Swampers** (reprises rock)



Sidi Wacho

Au Théâtre de Verdure

Samedi 23 mai :

- 13h15 - **Booze & Riots** (musique irlandaise)
- 14h45 - **Chants de lutte de Corée du Sud**
- 16h00 - **Jean-Marc raconte Gaston Couté**
- 18h30 - **B12 Bigband** (big band festif)
- 20h30 - **Les Mad Liners** (soul)
- 21h45 - **Mira Ló** (DJ)

Dimanche 24 mai

- 11h45 - **The Left-wing Lunatics Jazz Union** (jazz)
- 12h45 - **L'arbre à contes** (conteuses)
- 14h00 - **Solemnis** (quartet vocal déjanté)
- 16h30 - « **Muse rouge, chroniques racontées** » : une plongée dans le monde ouvrier des années 1920 (spectacle)
- 18h30 - **Sparklingsons** (reprises rock)
- 20h45 - **Samskara** (reggae)
- 22h00 - **Soirée LOKTRO** (dance music électro)

Lundi 25 mai

- 12h00 - « **À la ligne** », avec Grégoire Bourbier, d'après le récit de Joseph Ponthus sur sa vie d'ouvrier précaire (théâtre)
- 13h45 - « **Levántate, soulève-toi!** » (théâtre musical)
- 16h15 - **Interlude** (post-rock, rap franco-latino)
- 18h00 - **Blues non-stop** (reprises blues)

Arboretum

- **Promenades gratuites et commentées de 50 minutes, au milieu de 100 espèces d'arbres.**
- **Animations :** les qualités du bois, des graines étonnantes, comment fonctionne un tour à bois, comment mesurer un arbre, comprendre le bananier.
- **Conférences :** **Georges Feterman** (association A.R.B.R.E.S.), « Les arbres remarquables au cœur de la biodiversité » • **Nathalie**



Machon (Muséum national d'Histoire naturelle), « Les arbres au secours des villes ».

• **Avec la conteuse Adeline**, une ballade pour les enfants accompagnés de 4 à 8 ans et de belles histoires sur les arbres.

La Fête de Lutte ouvrière

Place de l'Églantine et allée de la Diane

- 1 Guichets d'entrée
- 2 Sous les pavés
les pages - Bouquiniste
- 3 Buvette de l'Églantine
- 4 Restaurant de l'Églantine
- 5 Le mini golf
- 6 Manhattan Bar
- 7 Tir à plomb • Saint-Nazaire
• Chantiers de l'Atlantique
- 8 Tir à l'arc • Sanofi - Vitry-sur-Seine
- 9 Lutte ouvrière
• Renseignements
- 10 Les ballons de la fête
- 11 Halle aux jeux - Mots
fléchés • Les Clayes-sous-Bois • La Poste - Paris 17
- 12 The Spark • USA
- 13 Old West Diner -
Spécialités américaines
- 14 Orienthé-vous • Allier
- 15 Broadway Music-Hall
- 27 À vos pinceaux • Metz

Place du Grand Podium

- 16 Le serpent à lumière
- 17 Accueil Nord
- 18 Chorba - Thé - Gâteaux
• Maubeuge, Fourmies
- 19 La Carbonnade
des Camarades
- 20 Aux Moules
- 21 Disques
- 22 Le Manège enfantin
- 23 Starbalète
- 24 La mare aux canards
- 25 Marionnettes
- 26 Expo photos
- 28 Quiches et tartes Lorraines
• Metz • Renault Sovab
- 29 BRAsserie (bière pression
et petits plats allemands)
- 30 BRA (Bund
Revolutionärer Arbeiter)
• Allemagne - UCI
- 31 Accueil Alsace, Lorraine,
Franche-Comté
- 32 Accueil Bourgogne
- 33 Visites guidées de la Fête
- 34 La Fondue • Le Creusot,
Chalon-sur-Saône
- 35 Village des comités
- 36 La halle aux jeux du cèdre
- 37 Le Food Truck • Avallon,
Sens, Auxerre
- 38 Barbe à papa
- 39 Jus de fruits - Milkshakes
• Le Mans
- 40 Escargots • Vierzon
- 41 Crêpes canadiennes
• Compiègne, Beauvais
- 48 Buvette du Grand Podium
- 49 Restaurant du Grand
Podium

Place Karl Marx

- 42 Bonbons • Hôpital d'Angers
- 43 Hareng de la Baltique
• Angers
- 44 Badge Avenue
- 45 La boutique • Chaumont,
Troyes
- 46 Cartes postales • EDF
- 47 FraternalThé à la menthe

- Nantes
- 50 Flammekueche • Strasbourg
- 51 Gaufres de Liège et bières
belges fruitées
- 52 Dédicaces du Karl-Marx
- 53 Au partage des profruits
- 54 Dolina • Nanterre, Clamart
- 55 Accueil des tout-petits
- 56 Gargote des tout-petits
- 57 Seiches et l'Andouillette
• Charleville, Sedan
- 58 Brin de fantaisie
• Hôpital Sainte-Anne
- 59 Mini Penalty
- 60 Mets les formes !
- 61 Billard japonais
- 62 Accueil Le Mans, Chartres
- 63 Sardines grillées • Chelles
- 64 Cité des jeunes

Esplanade du Château

- 65 Maffé - Spécialités
africaines
- 66 UATCI • Afrique - UCI
- 67 Abri côtier • Renault - Flins
- 68 Café turc - Döner Kebap
• Renault - Flins
- 69 Sinif Mücadelesi
• Turquie - UCI
- 70 Frites non-stop
- 71 Buvette du Phare • Melun
- 72 Café du port
• Aéroport Roissy
- 73 Pizza - Aioli • Marseille,
Montpellier
- 74 La soupe aux choux
• Les Mureaux,
Aubergenville
- 75 Accueil Sud-Est
- 76 Lutte ouvrière
• Renseignements
- 77 L'Internazionale
• Italie - UCI
- 78 OTR • Haïti - UCI
- 79 Marmite haïtienne
- 80 Combat ouvrier
• Antilles - UCI
- 81 Menu d'Isles

Place de la Guinguette

- 82 Les montagnes russes -
Mur d'escalade
- 83 On en fait des caisses
- 84 Indoustand • RATP
- 85 Rougail saucisse
• Île de la Réunion
- 86 Guinguette
- 87 Café de la Guinguette
• CAF Paris
- 88 Le Molky
- 89 Couscous
- 90 Ici on bulle
- 91 Resto-Buvette • SNCF
- 92 Espace préhistoire
- 93 Espace céramique
- 94 Espace métallurgie
- 95 Site de fouilles
- 96 Lutte ouvrière Belgique
• Arbeidersstrijd - UCI
- 97 On a la patate !
(frites fraîches)
- 98 Jeux sur un plateau
• Banque de France - Paris
- 99 Lutte ouvrière
• Renseignements
- 100 La coupe est pleine • Reims

Parcours dans les arbres

Un parcours aérien d'arbre en arbre... à 4 ou 6 mètres de hauteur. Émotion garantie, mais en toute sécurité. Attention, activité accessible sous conditions d'âge (13 ans minimum) et de taille (1,50 m minimum). Tarif : 5 euros.

Échec et Marx

Jean-Philippe Karr, maître international, jouera une partie d'échecs simultanée contre 20 joueurs dimanche à 16 heures.



Visites guidées
Pour mieux se retrouver dans les mille activités de la Fête, des visites-découverte d'environ une heure sont proposées. Départs collectifs programmés et sur demande.

Nos amies les bêtes

Malgré notre affection pour nos amis à quatre pattes, il n'est pas possible de les admettre dans l'enceinte de la Fête, à l'exception, bien entendu, des chiens guides d'aveugles.

Carrousel de la connaissance

Les antibiotiques : une victoire médicale, une faillite du capitalisme.
Spectacle audiovisuel de 45 minutes.

Expo-photo Les grèves ouvrières 1905-1911 en cartes postales

Dimanche à 14 heures : visite commentée de l'exposition par **Anne Steiner**, autrice du livre *Le Temps des révoltes. Une histoire en cartes postales des luttes sociales à la « Belle Époque »*.



Sécurité

Comme pour toutes les manifestations actuelles, nous procédons, pour la sécurité de tous, à des contrôles à l'entrée de la fête. Merci de le comprendre.



Pour les enfants, tout est prévu

Des dizaines de jeux sont proposés, d'adresse, sportifs, de réflexion, pour petits et grands, accessibles en permanence. Une carte gratuite à la disposition des enfants donne accès librement à de nombreux jeux.



- **La Cité des jeunes**, réservée aux enfants, avec une belle aire de pelouse et de sous-bois. Jeux, dessins animés, conteur, bal costumé, maquillage... sous la surveillance d'adultes qualifiés.

- **La garderie**, pour les bébés de plus de trois mois.

- 101 Accueil Champagne-Ardennes
- 102 Fleurs de terre - Minéraux
- 103 Une souris rouge • RATP
- 104 Tir à la patate • Cergy
- 105 Buvette
- 106 Échec et Marx
- 107 Barbouille
- 108 Cirque Ühler

Allée de la Libération des femmes

- 109 Tipi
- 110 Fléchettes
- 111 Lutte ouvrière • Renseignements
- 112 Accueil Tours, Angers, Poitiers, Cholet
- 113 Accueil Centre, Bourges

- 114 Jambon du Morvan • Nevers
- 115 Le monde à la carte • Aulnay-sous-Bois
- 116 Tea-Break • Thé, gâteaux
- 117 Workers' Fight • Grande-Bretagne - UCI
- 118 Accueil Bretagne, Normandie
- 119 La baraque à portrait (studio photo)
- 120 Dolce vita • Aubervilliers
- 121 Bar à soupe • CHU - Rouen
- 122 Frondeur du Poitou • Tours, Châtellerauld
- 123 Le grain de folie • Limoges
- 124 Salades gourmandes • Orléans
- 125 Gaufres picardes • Amiens
- 126 Restaurant de l'Allée
- 127 Le resto coréen • Corée du Sud
- 128 Brochettes grecques • Air France
- 129 Voz Obrera • Espagne - UCI
- 130 La Puce rouge - Brocante • Livry-Gargan • Crédit agricole

Esplanade des Sciences

- 131 Express Café • ex-Roussel-Uclaf
- 132 Charlottes • Continental - Sarreguemines
- 133 Observation du ciel
- 134 Cafétéria du Chapiteau scientifique
- 135 Accueil du Parcours dans les arbres
- 136 Entrée Camping Visiteurs
- 137 Billard • La Poste - Paris
- 146 Accueil Tarbes, Pau, Perpignan, Toulouse
- 147 Brick à l'œuf • L'Île-Saint-Denis • Stellantis (ex-PSA)
- 148 Confit social
- 149 Accueil Bordeaux, Angoulême, St-Jean-de-Luz
- 150 Lutte ouvrière • Renseignements
- 151 Le Temps des fraises • Grenoble
- 152 Bowling • La Poste - Paris 14
- 153 Foot et vélos en folie

Place des cinémas

- 138 Lutte ouvrière • Renseignements
- 139 L'entracte • Accueil cinéma
- 140 Crêperie bretonne • Rennes
- 141 L'huître ouvrière • Rennes
- 142 Palet des jeux
- 143 Churros y Chocolate • Air France, ADP - Orly
- 144 Tapas, tortillas et lutte de classe
- 145 Jambon au tourne-broche

Cité politique

- 154 Lotta comunista (Italie)
- 155 Les Am-i-es de la Commune 1871
- 156 Parti des travailleurs
- 157 Ligue pour la Quatrième internationale
- 158 Bir Kar (Turquie)

- 159 Groupe marxiste internationaliste
- 160 Révolution permanente
- 161 Gauche révolutionnaire
- 162 NPA Révolutionnaires
- 163 OKDE (Grèce)
- 164 Union juive française pour la paix
- 165 Ligue trotskyste de France
- 166 CERMTRI
- 167 Tendance bolchévique internationale
- 168 Socialisme ou Barbarie
- 169 Ligue internationale des travailleurs (Lit-QI)
- 170 Collectif Mumia Abu Jamal et droits des prisonniers
- 171 Ne Yapmalı ? - Que faire ? (Turquie)
- 172 International Socialist Alternative (Revolutionary) (Grande-Bretagne)
- 173 CNT-SO
- 174 EEK (Grèce)
- 175 Tendance bolchévique
- 176 Union communiste libertaire
- 177 Alliance for Workers' Liberty (Grande-Bretagne)
- 178 Mouvement communiste
- 179 Lutte ouvrière • Toutes les publications

Place Octobre 1917 et Cité des Arts

- 180 Burgers et Compagnie
- 181 Spécialités lyonnaises • Hôpitaux, Chimie
- 182 Karaoké • Creil
- 183 Crottin chaud
- 184 Fromages d'Auvergne
- 185 Accueil Clermont-Ferrand
- 186 Buvette Octobre 17
- 187 Studio 2
- 188 Sculpture et Mosaïques
- 189 Atelier de sculpture
- 190 Petit salon
- 191 Atelier de peinture
- 192 Studio 1
- 193 Crêperie • Vitry-sur-Seine et Sanofi
- 194 Glaces et profiteroles
- 195 Spartakiades
- 196 Accueil Rhône-Alpes
- 197 Le petit atelier
- 198 C'est la cata

Village médiéval et Arboretum

- 199 Petit salé aux lentilles • Bagnolet
- 200 Tour à bois
- 201 Accueil de l'Arboretum
- 202 Forges
- 203 Rôtisserie de Sire Renault • Hôpitaux
- 204 Taverne de Maistre Taillevent
- 205 Boissons médiévales • Montbéliard
- 206 Vannerie et travail du bois • Peugeot Sochaux
- 207 Calligraphie - Enluminure
- 208 Galettes - Saucisses • PSA Rennes
- 209 Lutte ouvrière • Renseignements



Sans oublier

- Les bals de dimanche soir
- Le feu d'artifice
- Des dizaines de spécialités pour tous les appétits
- Une pléiade d'animations
- Le cirque Ühler
- De nombreuses expositions

Les cinq librairies

- La librairie du château
 - La Cité du Roman
 - La librairie de la Cité des Sciences
 - Sous les pavés, les pages (livres d'occasion)
 - Le stand
- Toutes les publications de Lutte ouvrière



Chapiteau Karl-Marx et espace Friedrich-Engels

Samedi

• Présentation du livre d'Elisabeth Gurley Flynn, *The rebel girl* • **Fabien Archambault**, *Coups de sifflet, une histoire du monde en onze matchs* • **Marine Duros**, *Immobilier hors sol, comment la finance s'empare de nos villes* • **Amina Hassani**, *La justice du Capital, quand les multinationales (dé)font la loi* • **Pierre Chaze**, *J'ai allumé le feu: Chausson 1975* • **Jean-Jacques Marie**, *Les mutins du goulag et du quotidien* • **Marcel Goldberg**, *Les inégalités sociales de santé* • *La Voie de Lénine – les trotskystes belges pendant la guerre* • **Aboubacar Dembelé**, la situation des travailleurs sans-papiers • **Sophie-Anne Bisiaux**, *En finir avec les idées fausses sur les migrations* • **Alizée Del-pierre**, *Comme des esclaves*

Dimanche

• **La grève générale de 1926 en Grande-Bretagne**, Lutte ouvrière • **Anne Deffarges**, *Allemagne 1918-1923, leçons d'une révolution fusillée* • **Marc Belissa**, *La Révolution française et les colonies* • **Colette Zytyniki**, *Le cas Bugeaud, les violences de la conquête coloniale en Algérie* • **Trump et la guerre contre les travailleurs**, *The Spark* (États-Unis)

Les révolutionnaires et la guerre

Lutte ouvrière • **Benoit Trépied**, où en est la lutte du peuple kanak en 2026 • **Louise Tassin**, *Comme on les enferme : dans les centres de rétention de Paris à Lampedusa* • **Alain Faure**, *La Commune, une affaire de famille – Les souvenirs de Léontine Oudot* • **Philippe Baron**, réalisateur de *Bons baisers des grèves* • **Fabrice Riceputi**, *Un massacre en Kabylie – Algérie 1956* • **Alain Ruscio**, *La première guerre d'Algérie – Une histoire de conquête et de résistance, 1830-1852* • **Emmanuel Brandely**, *Les historiens contre la Commune* • **Anne Steiner**, *Le Temps des révoltes – Une histoire en cartes postales des luttes sociales à la « Belle époque »* • **Michèle Gales**, du collectif pour Mumia Abu Jamal et les droits des prisonniers, après la projection de *Justice On Trial*

Lundi

• Présentation du livre de Benjamin Schlevin, *Les Juifs de Belleville*

Les forums organisés par nos camarades d'entreprise

• Secteur de l'armement • Automobile • Aéronautique • Chantiers naval • Centres d'appels • Chimie • Grande distribution • Santé • SNCF • Transports urbains • Fonction publique territoriale • Aides à domicile • CAF et Sécurité sociale • Postiers • Transport aérien

par le traducteur **Joseph Strasburger** • **Marie-Laure Dufresne-Castets** et **Pascal Moussy**, de la dénonciation des discriminations dans l'entreprise à la protestation contre la guerre • **Les interventions de l'impérialisme US dans la Caraïbe et l'étranglement de Cuba**, *Combat ouvrier* • **Jean-Yves Mollier**, *Panama, un canal pour mémoire* • **Pierre Mattei**, *La question ukrainienne et Christian Rakovski* • Présentation du livre de Friedrich Lessner: *J'ai apporté le Manifeste communiste à l'imprimerie* • **Fanny Bugnon**, *L'élection interdite – Itinéraire de Joséphine Pencalet, ouvrière bretonne (1886-1972)* • **Nicolas Lambert**, réalisateur de *Avenir radieux, fission française* • **Françoise Davisse**, coréalisatrice de *Laisse pas ton corps au vestiaire* • Autour de Michèle Audin (1954-2025) et son livre *Berbessa – Mes ancêtres colons*. Avec sa fille **Juliette Sabbah** et l'historien **Emmanuel Blanchard**

Cité politique

Un grand rassemblement d'extrême gauche, l'occasion d'un débat d'idées avec d'autres groupes politiques de nombreux pays.

Parmi les nombreux débats organisés par les militants de Lutte ouvrière et de l'UCI: Les Libanais confrontés aux ravages impérialistes • Iran: à bas l'intervention impérialiste, à bas la dictature! • Turquie: la crise, la guerre, et la répression d'Erdogan • Allemagne: 20 ans après les

lois Hartz, attaques anti-ouvrières d'ampleur • Océan indien «zone de paix»: un vœu pieux • Algérie: les travailleurs face au durcissement du régime • Espagne: le réformisme et la fausse unité de la gauche • Côte d'Ivoire: les communistes révolutionnaires dans une période de régression sociale • La Grande-Bretagne: après les élections de mai • Belgique: austérité d'un côté, hausse des profits de l'autre... la situation se tend



Espaces Rosa-Luxemburg et Lénine

Conférences-débats présentées par les militants de Lutte ouvrière et de l'Union communiste internationaliste.

Quelques exemples: La révolution espagnole de 1936 • Palestine: la grande révolte arabe de 1936-1939 • Bagdad au Moyen Âge, capitale du savoir • Militantes ouvrières,

socialistes et suffragettes en Grande-Bretagne (1890-1914) • La pêche, de l'extermination des baleines jusqu'à nos jours • Les syndicalistes révolutionnaires des IWW (États-Unis, 1905-1920) • 1946-2026: 80 ans de départementalisation d'anciennes colonies (Combat Ouvrier) • Karl Liebknecht, un militant

contre la guerre • Les luttes de classe en Chine, de 1923 à nos jours • Esclavage et essor du capitalisme • L'Islam et la conquête arabe, les raisons d'un succès • De Cro-Magnon à MacDonald's, l'industrialisation de l'alimentation • Aux origines du parti communiste de Syrie et du Liban, 1917-1937

La Fête de Lutte ouvrière



PHOTOS LO

Préhistoparc

Des origines de l'Homme... aux premiers métallurgistes, sur les traces de nos ancêtres de la préhistoire: • un site de fouilles reconstitué • un bas-fourneau, ancêtre préhistorique des haut-fourneaux • un four à céramique, pour observer la cuisson des premières poteries.

Des conférences avec des archéologues de l'INRAP:

• **Olivier Blin**: les techniques de cuisson des céramiques de la préhistoire à l'Antiquité • **Philippe Lorquet**: le fer, des étoiles au haut-fourneau • **François Gentili**: réaliser des carreaux de pavements estampés

Des miniconférences et des ateliers pour petits et grands.

Cité des Sciences

Des scientifiques et des chercheurs exposent leurs travaux et leurs recherches.

• **Athéna Coustenis**: À la recherche d'autres mondes habitables dans le système solaire • **Paul Verdu**: Voyages et métissages d'Homo Sapiens, ce que l'ADN révèle de notre espèce • **Cécile Fairhead**: Bébé OGM: rêve ou cauchemar? • **Pascal Depaepe**: L'humanité préhistorique et l'infinie profondeur des temps passés • **Pierre Le Merre**: L'architecture du cerveau et son fonctionnement • **Florent Mazel**:

La coévolution des humains avec leur microbiote • **Stéphane Tirard**: Les idées sur l'évolution du vivant aux 18^e et 19^e siècles • **Marc Peschanski**: Parkinson, une maladie marquée par le capitalisme • **Éric Bapteste**: Le point de vue d'un évolutionniste sur le vieillissement • **Renaud Piarroux**: Géopolitique des microbes • **Christophe Lavelle**: Le gras... injustement diabolisé
Et aussi: des miniconférences, la **Roulotte de la Science** dans les allées de la Fête.

Films et documentaires

• **Deux procureurs**, de Sergei Loznitsa
• **Les Musiciens**, de Grégory Magne
• **Left-Handed Girl**, de Shih-Ching Tsou
• **Ma frère**, de Lise Akoka et Romane Gueret
• **7 jours**, de Ali Samadi Ahadi
• **Muganga – celui qui soigne**, de Marie-Hélène Roux
• **La petite cuisine de Mehdi**, de Amine Adjina
• **Les braises**, de Thomas Kruithof
• **L'intérêt d'Adam**, de Laura Wandel
• **Palestine 36**, de Annemarie Jacir
• **Fanon**, de Jean-Claude Barny
• **Bons Baisers des grèves**, de Philippe Baron
• **Soundtrack to a coup d'État**, de Johan Grimont
• **Laisse pas ton corps au vestiaire**, de Françoise Davisse, Jean-Philippe Urbach
• **Avenir radieux**, de Nicolas Lambert
• **Justice On Trial: The Case of Mumia Abu-Jamal**, de Johanna Fernandez
• **Des trotskystes à l'usine: Lutte ouvrière à la Snecma Gennevilliers (1971/2019)** (Lutte ouvrière)

Nocturne en plein air, pendant la nuit de dimanche à lundi

Liban : pendant le cessez-le-feu, la guerre continue

« Les détails de l'incident sont en cours d'examen ». C'est ainsi que les responsables de l'armée israélienne ont commenté récemment la mort de sept habitants du village de Saksakiyeh, dans le sud du Liban, sous leurs bombardements, alors que l'accord de cessez-le-feu israélo-libanais a été signé sous l'égide du « champion de la paix » américain le 17 avril.

Les autorités libanaises ont dénombré, à la date du 10 mai, 2 869 morts et 8 730 blessés depuis le début de cette phase de la guerre menée par les dirigeants israéliens dans la région. Il faut y ajouter les 19 soldats israéliens tués. Chaque bulletin d'information annonce de nouveaux morts, plusieurs dizaines le seul 10 mai, neuf autres le 11 mai. Le prétexte invoqué, lorsque les dirigeants israéliens s'en donnent la peine, est la riposte aux tirs du Hezbollah vers le nord d'Israël. Mais, de toute façon, ils se savent soutenus par Trump qui, au nom de l'impérialisme américain, cautionne dans le cadre du « cessez-le-feu » « le droit [des responsables israéliens] de prendre à tout moment toutes les mesures nécessaires en légitime

défense contre des attaques planifiées, imminentes ou en cours ».

De toute façon, qui peut croire qu'il ne s'agirait que de « ripostes » à un parti libanais, fût-il soutenu par l'Iran, quand des centaines de milliers d'habitants du Liban sont visés, et souvent victimes, non seulement au sud du pays, où le gouvernement israélien se construit une zone tampon de près de 10 km de large, mais aussi dans la banlieue sud de Beyrouth et dans certaines localités de la plaine de la Bekaa ?

En à peine plus de deux mois, près de 200 000 villageois ont été chassés de leur maison, 62 000 habitations ont été détruites ou très endommagées. Des écoles, des bibliothèques publiques, des universités, des lieux



Dans le sud du Liban le 7 mai, le village de Habbouch bombardé.

de culte chrétiens ou musulmans ont été détruits, systématiquement, dans cette « zone tampon » que l'état-major israélien transforme en terre brûlée. Des secouristes y sont ciblés, ainsi que des journalistes qui cherchent des témoignages. Des terres sont rendues incultivables, au point

que la vie devient impossible... sauf pour une population qui refuse de plier, et qui, comme à Gaza, revient dans les ruines. Ce sont à présent 68 villages que les forces armées israéliennes contrôlent, sur la moitié de la surface située au sud du fleuve Litani.

Cette occupation évoque

la préparation d'une annexion, voulue par l'extrême droite israélienne, et à laquelle le partenaire principal, l'impérialisme américain, semble ne pas voir d'inconvénient, indéfectiblement au côté de son allié de Tel-Aviv dans son œuvre de destruction.

Viviane Lafont

France-Afrique : en avant pour le pillage

Un sommet entre la France et les pays africains se tenait les 11 et 12 mai à Nairobi, la capitale du Kenya. Le fait que cette rencontre entre hommes politiques et dirigeants d'entreprise se tienne dans un pays anglophone devait, selon Macron, symboliser la nouvelle orientation de la politique française en Afrique.

Emmanuel Macron y a ainsi affirmé que l'époque où cette politique se résumait à la mainmise exclusive sur les anciennes colonies était révolue. Les temps seraient désormais aux « partenariats

gagnant-gagnant » avec tous les pays africains. Le nom même de ces sommets a ainsi évolué au fil des ans pour donner l'illusion que les intérêts africains, et non de la France, étaient au

centre de la réunion. On est passé de sommets France-Afrique à Afrique-France et maintenant Africa Forward (Afrique en avant), montrant ainsi la volonté de s'adresser aux pays anglophones. Mais dans les anciennes colonies françaises comme dans les autres pays africains, ce sont toujours les seuls intérêts de l'impérialisme français qui sont défendus par Macron, perpétuant la logique de pillage du continent qui a toujours été celle des grandes entreprises françaises.

Le sentiment de révolte éprouvé par la population face à ce pillage a certes entraîné l'éviction de l'armée française du Niger, du Mali et du Burkina Faso, décidée par les dirigeants de ces pays. Des entreprises comme Orano ont aussi dû plier bagage. Cependant l'impérialisme français est toujours présent dans bien des pays de la région. Orange, Bouygues et bien sûr TotalEnergies s'y taillent toujours la part du lion, et les vieilles recettes y sont encore à l'honneur. Au Cameroun, la

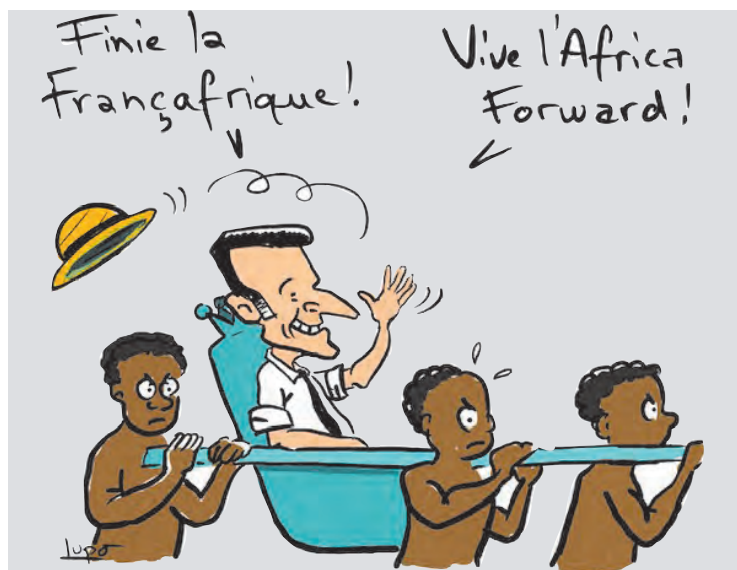
France soutient à bout de bras le vieux dictateur Paul Biya, comme elle le fait pour Denis Sassou Nguesso au Congo-Brazzaville. Au Bénin, en décembre, ce sont les militaires français qui ont sauvé la mise au président Patrice Talon, menacé par un coup d'État.

Parallèlement, les entreprises françaises, à commencer par les plus grosses, lorgnent de nouveaux marchés au Kenya, en Angola ou au Nigeria. Les sommets comme celui de Nairobi, où les chefs d'entreprise français peuvent prendre langue avec leurs homologues africains et avec les hommes politiques du continent, servent à faciliter ces nouvelles implantations. Le dirigeant du groupe CMA CGM, Rodolphe Saadé, a ainsi signé en présence d'Emmanuel Macron et du président du Kenya, William Ruto, un accord de plusieurs centaines de millions d'euros pour la modernisation, c'est-à-dire la prise en main des grandes infrastructures logistiques du pays, ports,

transports ferroviaires, entrepôts. Cela peut lui ouvrir la porte de toute l'Afrique de l'Est et vient s'ajouter aux nombreux projets que la compagnie a en cours en Côte d'Ivoire, au Cameroun, au Congo ou au Nigeria. Bien d'autres entreprises françaises devraient s'engager dans le sillage de ce navire amiral. Les populations des pays concernés n'en tireront aucun avantage, car ces infrastructures serviront surtout à délester l'Afrique de ses richesses minérales ou agricoles.

Comme au temps des colonies, les rapports entre la France et l'Afrique, tous pays confondus, ne sont réglés que par la loi du plus fort, celle de l'échange inégal entre trusts des pays riches et producteurs des pays pauvres. Les paroles des présidents, français ou autres, ne risquent pas de masquer cette réalité évidente aux yeux des populations qui, à chaque révolte, cherchent à juste titre à s'en prendre aux intérêts impérialistes.

Daniel Mescla



Russie : un « conflit qui se dirige vers sa fin » ?

C'est devant une parade militaire petit format que Poutine a célébré, le 9 mai, sur la place Rouge, la victoire sur l'Allemagne de Hitler en 1945.

D'habitude, le pouvoir russe, reprenant les traditions du régime stalinien, tenait à donner un grand éclat à la célébration de l'issue victorieuse de la « Grande Guerre patriotique », que sa propagande donnait en exemple à la population. Cette fois-ci, il n'a pas été question de faire défiler sans fin devant le Kremlin des troupes et le dernier cri de la technique militaire russe.

Le Kremlin craignait-il que Kiev ne fasse la démonstration de son excellence en matière de drones en perturbant les festivités ? Même si un double système de protection aérienne avait été mis en place, Poutine a préféré ne pas tenter le diable. D'ailleurs, les forces ukrainiennes venaient de réussir à attaquer par les airs une des plus grandes

raffineries russes, à 900 kilomètres de la ligne de front.

Poutine a beau vanter la puissance de son armée, la « victoire qui est notre métier » (slogan d'affiches de recrutement d'engagés dits volontaires), la population russe n'ignore pas que, régulièrement, drones et missiles ukrainiens frappent des villes frontalières, des raffineries, des ports, des dépôts d'armement, parfois très loin en territoire russe. Même dans les régions les moins pauvres, où donc il y a eu peu de « volontaires » pour aller combattre, et souvent mourir en Ukraine, la population voit bien ce que cette guerre lui coûte. D'abord, sous la forme d'une rapide érosion de son pouvoir d'achat du fait d'une inflation qui suit l'explosion des dépenses militaires.

Dans cette ambiance, Poutine a préféré tenir un discours moins va-t-en-guerre, se voulant rassurant. Il s'est dit persuadé que le conflit « se dirige vers sa fin ». À ceux qui en douteraient, preuve qu'il sait que leur nombre croît, il a affirmé : « Je suis fermement convaincu que notre cause est juste. »

Maintenant, cela ne change rien sur le terrain. Même durant la « trêve de trois jours » annoncée à l'occasion des 8 et 9 mai, avec l'accord de Trump et finalement de Zelensky, les combats n'ont pas cessé. Et ils vont continuer, comme les destructions et les morts qu'ils entraînent depuis plus de quatre ans dans chaque camp.

Aujourd'hui, Poutine sait évidemment qu'il est embourbé dans une guerre qui n'en finit pas et dont il ne voit pas comment sortir en pouvant prétendre qu'il l'a emporté. En face, Zelensky



Poutine à Moscou le 9 mai lors de la parade.

se trouve dans une impasse lui aussi, contraint qu'il est de continuer la guerre pour se maintenir au pouvoir, et parce que ses seuls soutiens, les puissances de l'Union européenne, conditionnent leur « aide » à la poursuite de cette guerre.

Alors, le carnage se poursuit. Le pouvoir russe sait que, mécaniquement, cela va faire monter le mécontentement. Déjà, des mesures que le Kremlin a justifiées en expliquant qu'il fallait protéger la

population contre les ingérences de l'ennemi, comme la coupure d'Internet, de l'accès aux réseaux sociaux non contrôlés, provoquent de la grogne. Même dans des milieux qui étaient loin de contester le régime.

Combien de temps ces mesures policières mal déguisées, qu'accompagne une répression accrue contre tout ce qui bouge, suffiront-elles à maintenir le couvercle sur la marmite du mécontentement ?

Pierre Laffitte

Ukraine : le nerf de la guerre... à la population

La Première ministre ukrainienne, Youlia Sviridenko, vient d'annoncer qu'elle voulait augmenter de 1 560 milliards de grivnas (30 milliards d'euros) ce que son budget 2026 affecte aux forces armées et de sécurité.

Cette énorme augmentation provient essentiellement de l'aide que l'Union européenne (UE) accorde à l'Ukraine cette année. Car, pour la première fois, l'UE l'a autorisée à prélever sur les fonds européens pour relever les salaires et les dotations en équipements des militaires et des membres des diverses forces de police.

Depuis des mois, des officiels ukrainiens, devant reconnaître que leur armée compte au moins 150 000 déserteurs, attribuent cela à la trop faible solde des engagés. L'UE a-t-elle entendu leur demande de rendre le statut d'engagé plus attirant financièrement ? En tout cas, elle mène là une politique de charité bien ordonnée,

car l'UE considère comme un investissement pour ses propres capitalistes, dont ceux de l'armement, le fait que Kiev puisse continuer à envoyer de la chair à canon sur le front face aux troupes de Moscou.

Quant aux membres des organes de sécurité – garde-frontières, Garde nationale, SBU (la police politique ukrainienne), policiers – affecter une partie de l'aide européenne pour parfois doubler leur paie répond à une logique du même ordre.

En compensant la faiblesse de leur salaire nominal par le prélèvement de pots-de-vin, les policiers ukrainiens, notoirement corrompus, ne suscitent guère la sympathie de la population. Pourraient-ils faire face à sa colère, si elle venait à éclater contre le système qu'ils doivent protéger ? Le régime ukrainien et ses parrains occidentaux n'ont guère envie de le vérifier.

Depuis quatre ans, le pouvoir exige toujours plus de sacrifices de ses classes populaires, tandis qu'aux privations et aux horreurs de la guerre s'ajoutent les « prélèvements » d'une bureaucratie insatiable. Pour jeter du lest, le régime démet et envoie régulièrement en prison des ministres, des généraux, accusés de prévarication et de détournements d'argent. Cet automne, sept dirigeants proches du président Zelensky et un de ses associés en affaires ont été inculpés : ils avaient pillé des fonds destinés à construire des défenses et à équiper les simples soldats. Ces jours-ci, le quotidien *Ukrainska Pravda* a publié des enregistrements d'inculpés d'où il ressort que Zelensky, jusqu'alors épargné, aurait

aussi bénéficié de cette corruption au sommet de l'État.

Le parquet anti-corruption va-t-il demander publiquement des comptes au chef de la pyramide bureaucratique qui dirige le pays ?

La sortie d'affaires qui affaiblissent Zelensky et son gouvernement a sans doute été « aidée » par d'autres. Par les services de renseignement américains, par exemple, afin de forcer la main à Zelensky dans les pourparlers de paix qui s'éternisent avec Moscou. Il peut aussi s'agir de clans rivaux au sommet de l'État, qui voudraient pousser vers la sortie un Zelensky usé et démonétisé.

Début mai, le ministre du Travail d'Ukraine a révélé que la population du pays avait diminué de moitié de 1991 à aujourd'hui. Du fait de la guerre, de l'émigration et de la crise démographique, elle est passée de 48 millions à 22-25 millions dans les territoires que Kiev contrôle. Qu'importe, assure le député Merejko, du parti de Zelensky : le pays compte assez d'habitants pour continuer la guerre encore longtemps. Avec l'aide, ô combien intéressée de l'UE !

P. L.



Zelensky au milieu de ses troupes.

Cliniques Elsan – Perpignan : la grève continue

Lundi 11 mai, la grève dans les cliniques Saint-Pierre et Médipôle Saint-Roch de Perpignan est entrée dans sa troisième semaine. Ces cliniques appartiennent au groupe Elsan, leader en France de l'hospitalisation privée qui gère plus de 200 établissements à travers tout le pays.

Les grévistes réclament toujours que la prime d'intéressement, qui peut atteindre 1 500 euros, soit pérennisée sous la forme d'un 13^e mois. Ils veulent également que soit revue la grille des salaires : « *Assez des primes précaires, on veut du salaire !* », clament-ils. En plus de participer aux

piquets de grève quotidiens, les travailleurs organisent des actions variées en direction des autres salariés du groupe ou de la population en général : rassemblement à plus de 200 devant la préfecture, diffusion de tracts sur des ronds-points, marche en cortège jusqu'à la polyclinique Méditerranée

Notre Dame qui appartient elle aussi au groupe Elsan. Lors de la manifestation du 1^{er} Mai, plusieurs dizaines de grévistes des cliniques ont marché en tête du cortège syndical, comme cela n'avait pas été vu depuis longtemps à Perpignan : de quoi donner des idées à tous les autres salariés !

Les directions des deux cliniques se répandent dans la presse locale pour prétendre qu'en dépit des nombreuses réquisitions de personnel soignant, certains patients ne pourraient pas recevoir des soins vitaux. C'est un mensonge, une calomnie, d'autant plus que les réquisitions sont si nombreuses qu'il y a plus de soignants dans les services en temps de grève qu'en temps normal, un comble ! Bien loin de faire reculer les salariés en grève, cela les



Elsan, le 11 mai 2026.

pousse à compléter leurs revendications, car comme ils disent, la direction semble se souvenir qu'il y a des patients dans les locaux seulement les jours de grève ; le reste du temps, ils sont de simples numéros de carte bancaire. C'est pourquoi la vidéo qui montre une gréviste en colère fait le tour des réseaux sociaux. Elle y dit sa colère de ne toucher que 1 700 euros par mois après dix-sept ans d'ancienneté. Et elle rappelle que pour une chambre facturée 140 euros à un patient, la direction refuse de fournir

un deuxième oreiller : les petites économies réalisées au détriment des patients et du personnel font les grands profits des actionnaires !

Le 11 mai à Médipôle, compte tenu de la sourde oreille de la direction, les grévistes exaspérés sont allés manifester à l'entrée de la salle de réunion. Les discussions en assemblée générale portent sur les moyens d'élargir le mouvement en s'adressant aux autres établissements de santé, et de coordonner les actions de ceux déjà mobilisés.

Correspondant LO

ONET – Aéroport Toulouse-Blagnac : le ménage attendra !

À l'aéroport de Toulouse-Blagnac, géré par ATB dont l'actionnaire principal est Eiffage, le ménage a été morcelé en plusieurs entreprises sous-traitantes, dont l'une est ONET.

Dans cette entreprise, deux responsables tentent d'imposer leur autorité à coup de menaces, de convocations, d'accusations mensongères, de sanctions... Quelques minutes passées à fumer dehors et c'est une convocation, et le même tarif vaut pour quelques minutes de repos. Pas question non plus de prendre un café dans les distributeurs de l'aéroport, et pour un léger accrochage avec une auto-laveuse, c'est une semaine de mise à pied. Une agente disait d'une des chefs : « *Elle a l'âge de ma fille et me parle comme si j'étais une esclave !* »

Pour la vingtaine d'agents, en grande majorité des femmes, plus question d'accepter cela, ils ont tous

arrêté le travail dimanche 3 mai et réclament le départ de ces deux chefs. La direction d'ONET a fait venir des cadres de l'extérieur pour remplacer les agents et cherche à minimiser le mouvement en mentant sur les chiffres, tout en refusant jusqu'à présent de déplacer les deux responsables.

Dix jours après le début du mouvement, aucun des agents n'avait repris le travail. Tous les jours, ils se retrouvent pour manifester dans l'aéroport, et si la direction s'entête, les travailleurs d'ONET, eux, ne sont pas près de lâcher leur détermination et leur courage qui suscitent l'admiration des travailleurs de la plate forme.

Correspondant LO



ONET Blagnac, le 11 mai 2026.

Stellantis-Leapmotor : des patrons alliés contre les travailleurs

Le groupe automobile Stellantis vient de décider de céder deux de ses usines en Espagne au constructeur chinois de voitures électriques, Leapmotor. Encore une preuve que les patrons mentent grossièrement quand ils évoquent la lutte contre la concurrence chinoise pour justifier leurs attaques.

Ce n'est pas une nouveauté car Leapmotor est l'allié de Stellantis depuis 2023. L'ancien PDG Tavares avait alors conclu un accord avec ce groupe, en créant une entreprise commune qui permettait de vendre les voitures électriques chinoises en Europe en échappant aux taxes d'importation. En échange, Stellantis acquerrait des positions sur l'immense marché chinois. L'affaire n'a rien d'original. Les capitalistes se moquent des frontières depuis la nuit des temps et ne se soucient que des profits. C'est pourquoi pour les travailleurs, se croire en concurrence avec des travailleurs d'autres pays a toujours été un piège.

A contrario, les capitalistes et leurs affidés expliquent à longueur d'antenne que c'est la concurrence chinoise qui force à licencier et à fermer des usines. Et parmi les politiques, même ceux de gauche comme Ruffin ou Mélenchon se sont fait fort de prôner un protectionnisme dit « patriotique ». Au nom de la lutte contre la concurrence, ces mensonges en direction des travailleurs reviennent à masquer la responsabilité des capitalistes français dans les attaques qui les visent.

Ce sont donc deux usines Stellantis d'Espagne (anciennement Opel) qui pourraient servir à produire les voitures

électriques dites chinoises. La vente de l'usine Stellantis de Rennes à un autre groupe chinois est aussi évoquée, le patron expliquant que tout cela va pérenniser l'avenir de ces sites de production. C'est encore mentir, car le fait qu'une entreprise ait des perspectives de production ne protège pas plus les travailleurs que l'inverse, le seul objectif des patrons étant de produire moins cher pour battre leurs concurrents. Quand ils y arrivent, les travailleurs en payent les frais par plus d'exploitation et des licenciements. Et quand ils n'y arrivent pas, ils les payent aussi par plus d'exploitation et des licenciements.

La seule protection pour les travailleurs peut venir de leurs propres luttes et du rapport de forces qu'ils peuvent imposer. Leapmotor ou Stellantis sont des ennemis pour eux, et les ouvriers chinois des alliés !

Correspondant LO

Airbus – Toulouse : débrayages contre la baisse des primes

Le soir du mercredi 6 mai, plusieurs centaines d'ouvriers d'Airbus, à Toulouse, ont débrayé spontanément en réaction à l'annonce du montant de la prime de participation.

Cette prime, plus de deux fois inférieure à celle de l'année dernière, est vécue comme une provocation. D'autant plus qu'elle est régulièrement mise en avant par la direction comme un élément de compensation de la stagnation des salaires, qui ont augmenté de seulement 0,9 % cette année, ou 30 euros brut mini pour les plus petits d'entre eux.

Quelques heures après l'annonce, la mobilisation a débuté d'elle-même sur

les chaînes d'assemblage de l'A350, et elle s'est rapidement étendue à d'autres secteurs, au Delivery Center, à l'A330 et sur plusieurs chaînes de l'usine Saint-Éloi. Au Delivery, une quarantaine de travailleurs ont quitté leur poste et se sont regroupés à l'extérieur pour discuter pendant une demi-heure. À Saint-Éloi, une vingtaine d'ouvriers sur la chaîne de l'A320neo ont arrêté le travail pendant plus d'une heure. Le lendemain

à 9 heures, des rassemblements ont eu lieu sur tous les sites mais encadrés cette fois-ci par le syndicat patronal FO qui se plaçait comme porte-parole de la mobilisation afin de canaliser cette colère. D'autres débrayages se sont produits sur les sites de Saint-Martin, notamment sur la chaîne A350 où près d'une centaine de travailleurs se sont regroupés sous les fenêtres de la direction locale.

« On est en colère. Après toute une année à nous demander des efforts, la direction se moque de nous ! » expliquait un travailleur à Saint-Éloi. « Les actionnaires



Le 6 mai.

se gavent, alors que pour nous, tout augmente. Et ce n'est pas seulement l'essence : c'est aussi le gaz, l'électricité... ». Alors que les salariés subissent la hausse de prix de plein fouet, Airbus a à nouveau engrangé des bénéfices record en 2025 (5,2 milliards d'euros) et multiplie

les annonces de commandes historiques.

Cette colère doit être l'occasion de discuter de ce qu'il manque sur la feuille de paye sans attendre que les syndicats le fassent. Si les prix augmentent, les salaires doivent suivre !

Correspondant LO

Hôpital Saint-Antoine – Paris : ceux du nettoyage veulent se faire respecter

Plus d'une quinzaine de travailleurs du nettoyage de l'hôpital Saint-Antoine (Assistance Publique – Hôpitaux de Paris), soit les deux tiers des ex-salariés d'Arc-En-Ciel, ont voté la grève pour le lundi 4 mai.

Ce jour-là, ils se sont retrouvés pour faire grève avec comme objectif d'appeler les salariés de l'AP-HP à un rassemblement dans l'hôpital en s'adressant aux travailleurs des services qu'ils nettoient quotidiennement.

En effet, l'entreprise Arc-En-Ciel, sous-traitant du bionettoyage à l'hôpital, est en liquidation judiciaire depuis le 25 mars. Ses salariés en CDI ont été repris par le nouveau prestataire, mais cela n'a pas été le cas de tous les salariés en CDD.

Cependant le responsable de la liquidation judiciaire d'Arc-En-Ciel n'a pas versé les trois semaines de

saire de mars ni les congés payés non pris. Il s'était pourtant engagé à verser ces salaires le 15 avril, mais il n'y a eu de versement ni le 15 ni les jours suivants.

Quinze salariés s'étant déplacés jeudi 30 avril pour interpellier la direction de l'hôpital, qui est le donneur d'ordre, celle-ci s'était engagée à envoyer le jour même un recommandé au liquidateur, ce qu'elle n'avait pas fait jusque-là. Elle expliquait pourtant à qui voulait l'entendre qu'elle prenait le problème à bras-le-corps.

Les directions du nouveau prestataire ainsi que de l'AP-HP sont venues expliquer que cela ne servait

à rien de faire grève, que les grévistes feraient mieux de reprendre le travail, qu'ils aggravent leur situation financière. Ceux-ci ont répondu qu'il n'en était pas question. La direction de l'AP-HP a alors tenté une diversion en leur proposant « un repas chaud » au self. Les grévistes lui ayant fait comprendre qu'ils veulent leur salaire et qu'ils ne font pas la manche, la direction a dû remballer son offre vite fait.

Les grévistes sont ensuite partis en manifestation dans l'hôpital vers le lieu du rassemblement. Une trentaine de travailleurs de l'AP-HP se sont joints à eux, écœurés que ceux qui font une des tâches les plus dures ne soient pas payés.

Au début du rassemblement, la direction de l'AP-HP a encore fait pression pour qu'il ne se tienne pas devant tout le monde, ce qui a été un échec.

Après s'être fait voir et entendre, les grévistes ont repris le travail le lendemain, fiers de leur action, tout en sachant que cela ne suffira pas pour récupérer leur salaire. Ils ont en tout cas fait passer le message qu'ils ne se laissent pas arrêter par les pressions.

Correspondant LO



Bionettoyage.

Durisotti – Sallaumines : qui casse doit payer !

L'entreprise de transformation de véhicules Durisotti, à Sallaumines, dans le Pas-de-Calais, a été mise en redressement judiciaire à la demande des patrons.

Mercredi 6 mai, une cinquantaine de salariés avaient fait une « haie du déshonneur » pour accueillir la patronne devant le tribunal par des huées.

La direction y a présenté un plan avec 60 licenciements sur les 160 salariés qui restent. Mais depuis que sa holding, GTE Automotive, a repris Durisotti il y a deux ans, la production n'a pas redémarré malgré 6 millions d'aides publiques et un carnet de commandes plein. Alors, personne parmi les salariés ne croit à ses nouveaux plans.

La mobilisation, depuis mars, a mis en cause les aides publiques, ce qui a obligé les responsables politiques à s'exprimer. L'ancienne ministre de l'Industrie, Agnès Pannier-Runacher, s'est sentie obligée de dire à la radio : « Je suis comme vous, et comme la CGT, je veux savoir où est parti l'argent. » Selon Xavier Bertrand, le président de la région (qui a donné 1,5 million), « il faut qu'ils [les dirigeants] arrêtent de mener en bateau les salariés, les collectivités locales et l'État ». Mais évidemment, derrière ces mots, il n'y a aucun acte : les pouvoirs publics n'ont rien entrepris pour demander

des comptes ou récupérer l'argent donné aveuglément à la famille Desprez, 400^e fortune de France.

Lundi 11 mai, la direction a fermé l'entreprise, et les salariés se sont retrouvés de nouveau en assemblée générale à une centaine, devant les grilles, pour discuter des prochaines actions. Ils ont voté de mettre la pression sur les pouvoirs publics et notamment sur la région et Xavier Bertrand. Deux manifestations étaient prévues à Arras et Lille dans les dix prochains jours. Les travailleurs ont aussi décidé de faire connaître largement leur mouvement, en s'adressant à la population et à d'autres usines de la région, où bien des travailleurs peuvent se reconnaître dans ces ouvriers qui ne veulent pas être mis à la rue « avec des cacahuètes ».

Encaisser l'argent public sans aucun contrôle et laisser les salariés sur le carreau, c'est une pratique générale de la bourgeoisie et beaucoup le voient. La famille Desprez a de l'argent, elle a volontairement mis à l'arrêt cette usine et celle de Klégé, à Bapaume. Ces gens-là ont cassé, à eux de payer !

Correspondant LO

Laboratoires : salariés en grève

Lundi 4 mai, les salariés des laboratoires de biologie médicale de ville étaient appelés à la grève par les syndicats CGT, CFDT et UNSA, dans tout le pays, pour les salaires et les emplois.

Les travailleurs de ces laboratoires sont 50 000, et les trois quarts – agents d'entretien, d'accueil, courriers, assistants administratifs etc – sont payés au smic ou à peine au-dessus. La dernière augmentation de salaire, de 3 %, date de janvier 2024. Leur situation s'est particulièrement dégradée en

une quinzaine d'années au rythme de la concentration du secteur. Appuyés sur des fonds d'investissement, six grands groupes privés, Biogroup, Cerballiance, etc., ont mis la main sur le marché, transformé des laboratoires en sites de prélèvements qui sont regroupés ailleurs pour analyse, et mutualisé

personnel et équipements. Les patrons, mettant en avant les exigences des financiers, ont sabré dans les salaires et les emplois, alors que la charge de travail augmente et que les horaires sont à rallonge. Quant aux patients, ils sont de plus en plus nombreux dans les files d'attente devant les

laboratoires.

Les syndicats dénoncent cette transformation d'une offre de soins en produit financier. Elle touche en fait le secteur de la santé en général, et ajoute à l'exploitation des salariés le pillage des caisses de la Sécurité sociale.

Sylvie Maréchal

Biogroup – Le Mans : des travailleurs en colère

Le 4 mai, dans le cadre de la grève des laboratoires, une bonne vingtaine de salariés de Biogroup se sont retrouvés devant le site du Pôle santé Sud, au Mans, pour dénoncer leurs conditions de travail et exiger des augmentations de salaires.

La mobilisation a été suffisamment suivie pour entraîner la fermeture de plusieurs antennes du groupe dans le département : Allonnes, Coulaines, Jaurès, Le Lude et Écommoy. Les revendications portent d'abord sur les salaires, les trois quarts des salariés étant payés au smic ou à peine au-dessus. Avec l'inflation qui repart et le coût de la vie qui explose, notamment celui des carburants, beaucoup n'arrivent plus à boucler leurs fins de mois. Dans le même temps,

les conditions de travail se dégradent avec des équipes sous pression, une charge de travail en hausse, des plannings imposés pour faire tourner les laboratoires au moindre coût et, en conséquence, des démissions et des burn-out.

Pour tenter d'empêcher la grève, la direction a réquisitionné une trentaine de salariés. Elle est même allée au domicile de certains pour les sommer de venir travailler, tandis que d'autres ont été interceptés à la sortie de leur formation

les jours précédents. Dans un message adressé aux différentes structures du groupe, la direction a cherché à dissuader les salariés de faire grève, les accusant d'irresponsabilité dans un contexte de crise internationale. Mais, pour les travailleurs, ce qui est irresponsable, c'est d'ignorer leurs conditions de travail et de refuser d'augmenter les salaires alors que beaucoup n'arrivent plus à en vivre correctement.

La direction met en avant les contraintes financières du secteur, notamment les baisses tarifaires imposées par la Sécurité sociale. Mais les salariés soulignent que les laboratoires vivent de ces financements publics



Les grévistes du Pôle santé Sud au Mans le 4 mai.

et que l'argent rentre à chaque acte grâce à leur travail, tandis que leurs salaires restent bloqués depuis 2024. Et, pendant que ceux-ci stagnent, les chiffres

d'affaires progressent et les dividendes continuent à être versés. De quoi susciter la colère de salariés à qui l'on demande toujours plus.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : Anne-Laure Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 9 900 exemplaires. Impression : Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal mai 2026.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :
LUTTE OUVRIÈRE
BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Japon : « personne ne doit être envoyé à la guerre »

Près de 50 000 personnes ont manifesté le 3 mai à Tokyo, et des milliers d'autres dans plusieurs villes du pays, contre la guerre et la militarisation du Japon.

Cette mobilisation fait suite à d'autres rassemblements organisés depuis le début de l'année, notamment le 19 mars lors de la visite de Donald Trump et de sa rencontre avec la Première ministre Sanae Takaichi.

Issue de l'aile la plus nationaliste du Parti libéral-démocrate (PLD), formation conservatrice qui dirige le Japon presque sans interruption depuis 1955, Takaichi a accéléré le réarmement du pays dès son arrivée au pouvoir en octobre 2025. Depuis le début de la guerre en Iran, elle s'efforce

de ne pas contrarier Trump, alors même que le Japon dépend étroitement du pétrole importé du Moyen-Orient et que la fermeture du détroit d'Ormuz provoquée par l'attaque américaine a de lourdes conséquences pour son économie. Lorsque Trump a cité le Japon parmi les pays qui devraient, selon lui, assurer la liberté de passage dans le détroit d'Ormuz au lieu de « laisser les États-Unis tout faire », Takaichi a répondu que le Japon ne pouvait pas tout faire « dans le cadre de sa législation », faisant allusion à la Constitution japonaise.

C'est la raison pour laquelle des manifestations ont eu lieu le 3 mai, jour qui commémore l'entrée en vigueur de la Constitution en 1947. Rédigée sous l'occupation américaine, elle stipule que le Japon renonce à la guerre et n'entretiendra pas de forces armées offensives. En réalité, elle n'a pas empêché la création d'une véritable armée, les « Forces japonaises d'auto-défense », qui compte environ 250 000 militaires d'active, des dizaines de milliers de réservistes, des sous-marins, des avions de combat et des systèmes antimissiles.

Le Japon possède donc déjà une armée comme les autres, à ceci près qu'elle est entourée de restrictions



Manifestation contre la marche à la guerre, le 19 avril à Tokyo.

symboliques et juridiques. En voulant changer la constitution, Takaichi veut franchir une nouvelle étape dans l'officialisation de cette armée nationale et faciliter la participation à des alliances militaires, voire à des conflits armés. Cette politique est accompagnée, voire précédée, d'un réarmement massif et de la hausse continue des budgets militaires.

Aux cris de « Ne touchez pas à la Constitution », « Personne ne doit être

envoyé à la guerre » ou encore « De l'argent pour les services publics, pas pour les armes », les manifestants ont exprimé leur refus d'être entraînés dans les guerres actuelles et futures. Dans ce pays qui a subi de terribles destructions et les deux bombes atomiques américaines en 1945, toute une partie de la population refuse de voir une nouvelle génération plongée dans les atrocités de la guerre.

Claire Dunois

Cuba : un peuple étranglé par les États-Unis

Au moment où Trump est empêtré dans la guerre qu'il a déclenchée contre le régime iranien, il s'acharne contre la petite île de Cuba. Après avoir suggéré qu'un porte-avions américain pourrait l'assiéger « sur le chemin du retour d'Iran », il a signé le 1^{er} mai un décret rallongeant la liste des sanctions.



À la Havane, faute d'essence, le ramassage des ordures n'est plus assuré.

Sous embargo depuis 1962, Cuba est asphyxiée depuis janvier par le blocus pétrolier américain qui la prive d'énergie en plus de toutes les autres denrées, dont les médicaments.

Faute de pétrole, Cuba ne peut plus produire l'électricité indispensable à la vie quotidienne et au fonctionnement des hôpitaux. Les stations-service sont à sec et les transports réduits au

minimum. Les principales compagnies aériennes internationales ont supprimé tous leurs vols, privant l'île de sa principale source de revenus et de son seul apport en dollars : le tourisme.

Déjà frappée de plein fouet par l'arrêt du tourisme provoqué en 2020 par la pandémie de Covid, l'économie cubaine, qui ne s'en était pas remise, est de nouveau à l'arrêt. Des dizaines de milliers de Cubains ont ainsi perdu leur emploi, ne pouvant plus faire vivre leur famille alors que les prix des rares denrées disponibles ont explosé. Un litre d'huile de tournesol coûte ainsi un quart du salaire moyen. La misère et l'absence de perspective accélèrent l'exil de la population : depuis 2020, deux millions de personnes, un quart de la population, ont quitté l'île, souvent de façon clandestine, pour tenter leur chance dans un

pays d'Amérique Latine.

Si Trump s'acharne contre Cuba, et d'abord contre la fraction la plus pauvre de sa population qui subit de plein fouet l'embargo, ce n'est pas parce que le pays représenterait « une menace extraordinaire » comme il le répète. Depuis l'épisode des missiles soviétiques installés en 1962, rapidement démontés, Cuba n'a pas de force balistique et son armée ne dispose que de vieux équipements. Ce que Trump ne digère pas, dans le sillage de tous les présidents américains depuis Kennedy, c'est que le peuple d'un pays situé à 150 kilomètres de la Floride ait pu chasser une dictature pro-américaine pour la remplacer par un régime tenant tête à l'impérialisme

qui a apporté quelques progrès et de la dignité à la population.

C'était il y a plus de 65 ans. Depuis, Fidel Castro et la génération qui avait alors pris le pouvoir et incarné aux yeux du monde entier cette indépendance vis-à-vis des États-Unis, ont disparu. Privée du soutien de l'Union soviétique, asphyxiée par l'embargo américain, subissant un régime autoritaire, l'île n'a cessé de s'enfoncer dans la pauvreté. Mais pour Trump et son administration, cela ne suffit pas. Ils veulent abattre un régime qui est l'héritier d'une révolte populaire, quitte à ce que Cuba redevienne « le bord des États-Unis » que le pays était avant 1959.

Xavier Lachau

Lisez Lutte de classe

Revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 256 (mai-juin 2026)

- L'impérialisme américain plonge le monde dans la guerre
- Iran : le régime renforcé par l'attaque impérialiste
- Israël : la population otage d'une guerre permanente au service de l'ordre impérialiste
- États-Unis : la situation dans le pays et sa politique impérialiste
- Mai 1926 : il y a cent ans, la grève générale des travailleurs britanniques
- Les Mémoires d'Elizabeth Gurley Flynn

Prix : 3 euros – envoi contre cinq timbres.



Brésil : une condamnation inadmissible

Le 28 avril au Brésil, Zé Maria, président du parti trotskyste PSTU, militant ouvrier et animateur des grèves de la métallurgie en 1978 sous la dictature, a été condamné à deux ans de prison pour un discours où il dénonçait les crimes de l'État

et de l'armée d'Israël en Palestine et affirmait sa solidarité avec le peuple palestinien.

Avec cette condamnation, on voudrait faire taire ceux qui dénoncent la politique guerrière et colonialiste menée par les gouvernements d'Israël

depuis 75 ans. Plus largement, elle est aussi une tentative d'intimidation pour tous ceux qui s'opposent aux crimes de l'impérialisme.

Lutte ouvrière affirme son soutien à Zé Maria et proteste contre cette condamnation arbitraire.